

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Mikhaïl Gorbatchev, Président du Soviet Suprême d'URSS, sur les relations franco-soviétiques, le conflit du Liban, la démocratisation en Europe de l'Est et les relations entre l'Europe de l'Est et la CEE, Kiev, le 6 décembre 1989.

M. GORBATCHEV.- Avec le Président de la République française, François Mitterrand, nous sommes convenus de cette rencontre. La rencontre vient d'avoir lieu, comme vous le savez, nous avons des choses à vous annoncer, à vous et à nos peuples.

- Avant tout, c'est surtout la continuité du dialogue avec la France, qui, ces dernières années, se développe avec dynamisme et aisance. Il nous a semblé que ces derniers temps des changements majeurs et de taille ont eu lieu en Europe, en Union soviétique et en Europe orientale, ainsi que dans les pays occidentaux. Il était opportun d'avoir une rencontre sans attendre davantage, c'est-à-dire sans attendre les visites officielles.

- J'ai déjà eu l'occasion de le dire, et j'aimerais le signaler une fois de plus après cette rencontre qui vient d'avoir lieu : le dialogue soviéto-français a une dimension politique de grande taille et en parlant des relations soviéto-françaises, nous devons souligner toujours leur caractère privilégié pour nous. Je me réjouis beaucoup de ce que nous entendions les mêmes paroles du côté français, du côté de la présidence.

- Nous n'avons pas perdu de temps, je crois, pour les formalités. Nous avons eu un dialogue d'envergure entre nous deux, et entre les ministres des affaires étrangères. Ce qui a embrassé les questions clés de la politique contemporaine. J'ai informé M. le Président de ma rencontre non officielle à Malte avec le Président des Etats-Unis, George Bush.

- Enfin, durant notre rencontre, nous sommes convenus que cela avait une grande importance d'assurer la continuité des relations soviéto-américaines du point de vue de la politique mondiale.

- J'ai dit au Président français que nous étions satisfaits des résultats de la rencontre et que nous pouvions la classer comme une rencontre mondiale d'envergure. Ce qui s'inscrit d'une façon organique dans le dialogue dynamique qui se développe entre l'Occident et l'Orient.

- J'ai déjà eu l'occasion de parler, plutôt d'informer, plus en détail de cette rencontre.

Actuellement, j'aimerais souligner qu'avec M. le Président, nous avons souligné que nous envisagions la participation des Etats-Unis dans la construction européenne pour une nouvelle étape comme un élément nécessaire, et d'envergure.

M. GORBATCHEV.- Nous avons quand même consacré encore plus de temps aux affaires européennes. Pour ma part, je peux souligner que cette rencontre a été marquée par une analyse encore plus profonde des racines, des changements en Europe orientale et occidentale, et en Union soviétique. Nous avons débattu en détail de ces éléments. Nous les avons étudiés de près une fois de plus, puisque nous avons déjà eu des négociations par téléphone et des échanges de lettres. Mais nous avons constaté cette fois encore que nous pouvons espérer l'amélioration du climat en Europe, l'amélioration des relations entre nos pays et nos peuples, entre les pays de

toute l'Europe, entre l'Atlantique et l'Oural et que ceci correspond aux intérêts de tous les pays. Ai-je raison ou pas ? Il me semble. Mais j'aimerais également savoir si le Président pense que nous n'exagérons pas nos ambitions quand nous disons qu'à l'étape actuelle de la construction européenne, le dialogue soviéto-français gagne encore en portée. La toute dernière chose que j'aimerais préciser est la suivante : nous sommes d'accord sur le fait que tout ce qui se passe dans le continent européen a une signification pour la destinée des peuples qui habitent ce continent et pour la politique mondiale en général. On pourrait dire qu'il y a vraiment une mission de pilote du changement pour des pionniers qui pourraient ouvrir une nouvelle étape pour l'Europe, pour le monde, une étape pacifique.

- J'aimerais remercier M. le Président pour la compréhension dont il a toujours fait preuve lors de nos rencontres antérieures et pour le caractère constructif et bien rempli du dialogue durant nos discussions, nos débats. M. Mitterrand m'impressionne beaucoup en tant que partenaire et homologue politique avec qui on réussit - cela était le cas jusqu'à maintenant et encore lors de cette rencontre - à travailler d'une manière tout à fait ouverte, dans une atmosphère de respect mutuel et de confiance. On peut ainsi continuer nos recherches pour répondre aux questions qui sont posées à la France et à l'Union soviétique, à nos gouvernements. Ces moments de changement dramatique pour notre civilisation se passent actuellement.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, je n'ajouterai que quelques mots avant que les questions soient posées. D'abord pour remercier le Président Gorbatchev de son accueil. C'est avec un grand intérêt que nous nous trouvons dans la ville de Kiev. Je ne peux pas manquer d'y voir un lien avec la plus ancienne tradition historique à l'origine même de ce qu'est devenue d'abord la Russie puis l'Union soviétique, à partir de cette ville qui est son cœur historique. L'initiative de ce choix revient à M. Gorbatchev. Je crois qu'il a eu là une bonne idée. Ce n'est pas la seule ! Nous aurons l'occasion d'en parler dans un moment. La qualité des relations entre l'Union soviétique et la France donne à nos entretiens un contenu assez rare dans les relations diplomatiques, personnelles et politiques.

- Sur la rencontre de Malte, j'avais entendu moi-même le compte-rendu fait par M. Bush à Bruxelles il y a 48 heures. Inutile d'insister sur l'intérêt très grand que j'éprouvais à entendre de la bouche même de M. Gorbatchev, sa façon de considérer les avancées réelles qui ont été réalisées à Malte.

- M. Gorbatchev a posé le problème tel qu'il l'avait été au cours de sa rencontre avec M. Bush sur le désarmement, les progrès espérés, les rendez-vous pris, avant que nous n'abordions le problème des relations bilatérales entre l'Union soviétique et la France et que nous débouchions tout naturellement, les circonstances l'exigeaient, sur les événements qui se déroulent en Europe et particulièrement en Europe de l'Est. Sur chacun de ces points, bien entendu, je me tiens, comme M. Gorbatchev, à votre disposition, pour répondre à vos questions.

- J'ai donc voulu exprimer un sentiment de remerciement à nos hôtes. Non seulement au Président Gorbatchev, mais aussi aux responsables de l'Ukraine, ainsi qu'aux principaux responsables de la politique soviétique ici présents.

- J'ai voulu marquer l'état des relations qui sont bonnes et fécondes. Cela est dû pour une large part à la qualité de nos interlocuteurs. Enfin les événements qui couvent, l'Europe qui se fait, qui se défait, tout cela qui bouge et sur lequel nous devons avoir à la fois des impressions immédiates et des vues d'avenir.

QUESTION.- Question pour les deux Présidents, Gorbatchev et Mitterrand. Nous savons que l'Union soviétique et la France ont appuyé l'accord de Taëf. En ce cas, comment voyez-vous l'issue de la situation actuelle au Liban quand le Général Aoun refuse de reconnaître le nouveau Président, fait pratiquement sécession et occupe de force le palais présidentiel.

- LE PRESIDENT.- A moi particulièrement ? J'aurais été intéressé par les observations de M. Gorbatchev.

- La France a approuvé le processus amorcé dans les accords de Taëf. Elle ne s'est pas contentée de les approuver, elle a pesé de tout son poids pour que ces accords aient lieu. Elle est intervenue dès la reprise de la guerre aux alentours du 14 mars. Elle a tout fait pour que soient suspendues les hostilités pour pouvoir réaliser un cessez-le-feu durable afin de laisser le temps à la réflexion

les hostilités, pour pouvoir rentrer en cessez-le-feu durable afin de laisser le temps à la réflexion et au dialogue. Elle a pesé du côté de la ligue arabe pour que soit reprise la mission des trois responsables arabes qui en avaient accepté la charge. Je dois dire que les accords tels qu'ils ont été définis nous ont paru satisfaisants.

- A partir de là, nous ne pouvions qu'inciter ceux qui nous demandaient notre avis à les respecter. Nous avons reconnu l'autorité, la compétence du Président Moawad, auquel j'ai adressé aussitôt un message d'approbation, ainsi que le ministre des affaires étrangères. J'ai aussi tenu à ce que le gouvernement français, parmi les rares d'ailleurs, fut représenté à ses obsèques.

- Le même processus ayant abouti à l'élection du Président Hraoui, nous avons adopté la même attitude. Elle ne comporte pas d'ambiguïté, la légitimité est là. Mais nous nous trouvons devant une situation donnée, une menace constante de reprise de la guerre, guerre civile avec des interventions étrangères ou l'appui de forces étrangères, j'y viendrai dans un instant.\

` Suite sur la situation au Liban ` J'ai trouvé auprès de M. Gorbatchev, au moment le plus difficile, nous avons communiqué surtout par téléphone, un concours dont je le remercie, au moins sur un sujet : épargner les vies humaines et donc prolonger le cessez-le-feu. Le Général Aoun n'a pas reconnu l'autorité du nouveau Président et cela pose un problème à la France qui se sent très proche naturellement de tous les Libanais et particulièrement proche des Libanais menacés dans leur vie et dans leur sécurité. Depuis déjà trop d'années nous intervenons constamment afin de soutenir les uns ou les autres lorsqu'ils sont en péril. C'est le cas notamment de ceux qui vivent dans ce que l'on appelle le réduit de Beyrouth Est. Aussi avons nous constamment dit, sans revenir sur notre approbation des accords et sur la légitimité reconnue au Président et au gouvernement qui a désigné le Président Hraoui, que cette légitimité ne devait pas l'entraîner à une solution de violence et que tout devrait être tenté pour rechercher un accord amiable. Il faut de la patience et de la résolution. Et en tout cas, il me paraît vraiment impossible qu'un conflit armé se déroule, pour un nouveau Président élu dans ces conditions, grâce à l'appui d'armées étrangères. Ce qui eût été d'ailleurs contradictoire avec l'esprit même de l'accord de Taëf.

- C'est-à-dire que, ayant reconnu la légitimité, n'y revenant pas, estimant qu'il y a lieu de s'incliner dans l'intérêt de tous, afin que la paix revienne dans cette région si éprouvée, sous l'autorité du Président et du gouvernement régulièrement choisis, il faut que ce Président et ce gouvernement montrent toutes les dispositions d'esprit qui n'assoient pas cette légitimité sur des interventions étrangères qui ne viendraient que compliquer les choses.

- Nous avons donc rempli un rôle, autant que possible d'intermédiaire, si on peut employer ce terme, enfin d'intervenants de part et d'autre pour tenter d'apaiser les esprits. Je l'ai écrit au Général Aoun. Je l'ai écrit au Président Moawad, puis au Président Hraoui, en fixant le point de droit et en estimant qu'il n'était pas normal qu'il soit refusé de reconnaître cette légitimité, du côté du Général Aoun. La France ne soutiendrait pas cette attitude, mais elle ne soutiendrait pas - cela a fait l'objet d'un communiqué -, le recours à la violence.\

M. GORBATCHEV.- De mon côté j'aimerais seulement et brièvement me faire l'écho de cette question. Avant tout cette question me permet, ainsi qu'au Président Mitterrand, de dire que la France et l'Union soviétique sont en coopération constante dans leur recherche de solutions au conflit libanais. Nous avons une approche commune. Nous avons de la compassion envers le peuple libanais et cette approche vise avant tout l'intégrité du Liban. Quant à l'initiative des trois pays arabes, nous avons une approche positive. Nous avons accueilli respectivement les représentants de ces trois pays. A son tour l'Union soviétique a recours à ses propres possibilités d'une façon active afin d'influencer positivement ce conflit à partir des propositions de ces trois pays. Nous sommes en contact avec le Président Assad avec d'autres pays arabes, avec des pays européens qui sont intéressés par le dénouement de cette situation conflictuelle, pour essayer d'autres mesures. Avant de partir pour Kiev, peut-être n'avez-vous pas eu l'occasion d'en être informé, monsieur le Président, j'ai reçu un message du Président du Liban. Il nous a demandé une fois de plus d'étudier la situation, il nous a demandé d'avoir de l'aide et d'appuyer la cause du peuple libanais.

- Là je crois que l'Union soviétique et la France sont unies par la même volonté de recourir à

toutes les possibilités. Oui, c'est vrai, nous continuons à appuyer l'initiative justifiée réaliste des trois pays. Nous appuyons la légitimité du gouvernement en place et finalement nous espérons que des solutions positives seront trouvées.

- Nous sommes catégoriquement contre la possibilité que cela dérape vers la guerre civile. Ce peuple a tant souffert. On ne peut pas les laisser souffrir encore plus. Nous nous sommes mis d'accord pour continuer nos consultations.\

QUESTION.- J'aimerais vous poser la question suivante : avez-vous débattu aujourd'hui de la question sur la réunification de l'Allemagne et avez-vous réussi à atteindre une base commune en ce qui concerne l'approche de l'Europe en général envers ce problème de vue entre la France et l'Union soviétique ?

- M. GORBATCHEV.- Cette fois, c'est moi qui commence. Dans le contexte de l'étude des problèmes touchant à l'évolution de la situation en Europe, notamment en Europe orientale, cette question a été débattue, et nous l'avons étudiée. J'espère que M. Mitterrand sera d'accord d'une façon détaillée.

- Nous envisageons tous les processus en cours dans les pays orientaux comme une partie intégrante des changements qui englobent toutes les parties du monde, l'Union soviétique, et l'Europe occidentale également. Je crois que l'on peut parler des spécificités de ces changements dans telle ou telle région. Mais on peut parler aussi d'un élan commun, de plus de démocratisation, de plus d'ouverture dans ces sociétés, de création de structures qui pourraient réaliser et appliquer la recherche des peuples, leur intention, leur volonté, ce qui a aussi une grande importance. Ceci va de pair, en Union soviétique et dans les pays orientaux, ainsi que dans l'occident de notre continent.

- Nous nous sommes inquiétés de l'avenir de notre continent qui se prononce avec intensité en faveur de ce que nous appelons actuellement la nouvelle mentalité, la nouvelle pensée politique, c'est-à-dire la possibilité d'acquérir de nouveaux niveaux de la coopération, la possibilité de raffermir la paix dans le continent, de le libérer des armes dont il est surchargé ainsi que de résoudre plusieurs problèmes de coopération culturelle, économique, écologique et autre.

- Ensuite, nous considérons que du point de vue des changements à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du pays, le cap que ces changements représente beaucoup d'espoirs. Il est important de le voir. Nous nous basons sur le fait que chaque peuple a la possibilité de choisir de résoudre ses propres problèmes dans l'indépendance, dans ses propres intérêts avant tout, mais ceci touche également l'intérêt de tous les autres pays. Ceci est en rapport avec la situation en RDA. C'est une question de principe.\

` M. GORBATCHEV.- Suite sur la réunification de l'Allemagne ` Mais il y a eu une question qui a surgi ces derniers temps qui est étudiée de près par la presse et par les politiciens, c'est celle qui concerne la réunification. Ces derniers jours, j'ai eu la possibilité de m'expliquer sur ce fait. Ma position n'a pas chagné, alors je dois répéter une fois de plus ce que j'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises : aujourd'hui, nous devons partir du fait que la nouvelle étape des changements en Europe se développe dans le cadre des réalités qui se sont formées après la deuxième guerre mondiale. Elles ont été fixées dans l'acte final d'Helsinki et dans le cadre du processus du même nom, nous avons affaire à deux Etats allemands qui sont souverains, et qui sont membres des Nations unies. Ceci prévoit, et nous le considérons ainsi, que les changements qui sont en cours ne changent rien à la situation dans le cadre du processus d'Helsinki et on n'aimerait pas retirer cette constatation des réalités.

- Evidemment, il y a des problèmes en suspens, notamment celui de la réunification. Je l'ai dit à plusieurs reprises & il faut s'en tenir à la réalité, à la rétrospective historique dans notre continent et c'est l'histoire qui devra avant tout trancher sur l'avenir de ce continent. Ayant pris en considération le fait que j'ai commencé ma réponse par ceci, c'est-à-dire qu'il y a des changements profonds qui s'opèrent dans le continent et en Orient également, en Europe orientale, nous pourrions parler des perspectives qui nous donnent de l'espoir, du point de vue de la construction de la maison commune européenne.

- C'est vraiment dans le cadre du changement qui s'opère dans la création du nouveau climat que

nous devrions trouver également la réponse à la question que vous venez de poser. Toute tentative de pousser cette questions jusqu'à sa solution pourrait endommager les changements qui s'opèrent. Nous espérons que grâce à ces changements, nous allons aboutir à de nouveaux changements pour une nouvelle Europe où nous pourrions nous sentir encore mieux. Dans tous les pays de l'Atlantique à l'Oural, nous pourrions être des partenaires qui échangent leurs acquis et c'est dans le contexte de ce processus européen que nous devrions trouver des réponses. Sous quelle forme, comment pourrait être résolu le problème de l'unification, de la réunification des deux Etats ?

- Je ne crois pas que ce soit aujourd'hui une question d'actualité puisque ceci risquerait d'apporter à ce problème un élément qui est mal fondé, qui pourrait compliquer tout le processus, et même l'interaction entre les deux Etats allemands. C'est ma réponse à cette question.\

`Réponse à une question sur la réunification de l'Allemagne` LE PRESIDENT.- De mon côté je rappellerai que la France est l'amie et l'alliée de l'Allemagne fédérale selon des dispositions qui ont été précisées dans le cadre particulier du traité de l'ELysée signé entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer. Texte qui a été adapté aux circonstances lors de la mise en état de ces dispositions militaires vingt ans après, 1963 - 1983. Ceci étant posé, il est évident que la France qui se sent et qui est l'amie de l'Allemagne fédérale ne peut pas être indifférente à ce qui touche au peuple allemand. La France a été elle-même divisée, il n'y a pas si longtemps, en tous cas du temps de ma génération. Je comprends donc très bien quels doivent être les sentiments et les aspirations de ceux qui vivent un drame de cette sorte.

- Le problème se pose dans des termes précis, que j'ai précisés à Bonn, il y a quelques semaines. Il ne peut y avoir qu'une démarche démocratique et il ne peut y avoir qu'une démarche pacifique. Passons sur les conditions démocratiques qui concernent l'évolution interne de l'Allemagne de l'Est et des conditions dans lesquelles les deux Allemagne seraient conduites à débattre de ce sujet. Attardons-nous sur les conditions pacifiques.

- En effet aucun de nos pays, en Europe, surtout lorsqu'il s'agit de pays dont le poids est aussi lourd, dont la situation géographique est telle, aucun pays en Europe ne peut se dispenser d'agir sans tenir compte de l'équilibre européen, sans tenir compte des autres, sans tenir compte de la situation historique du moment, celle qui résulte de la dernière guerre mondiale. Aussi ma réponse est qu'il convient de ne pas inverser l'ordre des facteurs, et en particulier de ne pas commencer par poser le problème des frontières. Il y a beaucoup à faire.\

`Suite sur la réunification de l'Allemagne`

- Prenons deux exemples : vu du côté de l'Ouest, il est plus urgent de renforcer les structures de la Communauté, de donner à l'Union européenne prévue à la suite d'une demande allemande à Stuttgart, il y a quelques années, son véritable contenu. Une Communauté plus forte et plus structurée créera un élément nouveau dans la réalité européenne. A l'Est, nous assistons à une évolution importante, certains diront considérable. Observons ce qui s'y passe, évitons les ingérences extérieures, et laissons à ces peuples, comme à ces Etats le temps de déterminer eux-mêmes leur position dans l'équilibre européen tel qu'il existe.

- Enfin, dans les relations entre l'Est et l'Ouest, laissons se développer ce qui a commencé d'être engagé autour du dialogue ouvert et des accords passés entre tous les pays de l'Europe qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. D'où l'intérêt, en particulier, de la demande d'une réunion des pays de la CSCE dans le courant de l'année 1990. Voilà l'ordre des facteurs.

- A partir de là dans une situation qui aura retrouvé, je l'espère, des assises solides où l'on ne sera pas simplement tenté d'en revenir à l'Europe, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, d'avant 1914, moins l'empire austro-hongrois, ce qui ne nous avancerait pas à grand chose, et qui nous ferait même reculer. Alors, les aspirations populaires, démocratiquement exprimées prendront tout leur sens et toute leur place. Voilà ce que je pense et les journalistes très informés qui se trouvent devant moi et qui m'entendent feront très bien, sur les explications qui viennent d'être données, le point des convergences qui peuvent exister, présentement, entre l'Union soviétique et la France.\

QUESTION - Crovez-vous qu'après Kiev, Helsinki est devenu plus proche de nous ? Peut-on déjà

QUESTION.- Croyez-vous qu'après Kiev, Helsinki est devenu plus proche de nous ? Faut-il déjà croire qu'il est temps de parler de la matérialisation, de l'idée concernant la possibilité d'avoir la réunion de l'Etat du Helsinki II, de la CSCE, comment s'inscrit dans le cadre de la CSCE et comment cela s'accorde avec la tenue des négociations à Vienne ?

- LE PRESIDENT.- Les choses sont claires, il existe, présentement, quelle que soit l'idée que l'on ait de l'avenir, deux Etats. Ces deux Etats s'inscrivent l'un et l'autre dans l'équilibre européen. On ne concevrait pas un développement quelconque sans un accord entre ces Etats, ce qui sera d'autant plus facile s'ils expriment la volonté du même peuple. Mais enfin il faut passer, c'est cela le processus démocratique dont je parlais, par les Etats dans la mesure où ces Etats parviennent eux-mêmes à se stabiliser et à ne pas nous présenter tous les trois jours des visages différents. Il faudra bien qu'un jour l'on sache où on en est. Et c'est ce déroulement qu'il faut maintenant observer. La France a tenu dans le passé avec beaucoup de vigilance à ce que cette CSCE qui a été à certains moments très menacée puisse subsister. C'est le seul endroit où tous les Européens, ainsi que les Etats-Unis, le Canada, ce qui est compréhensible si l'on sait que ces deux pays ont des troupes, sur le sol de l'Europe, peuvent tous se parler. Ils sont intéressés à son sort.

- Aujourd'hui avec les évolutions qui se produisent, je crois aux bons effets de la Conférence de Malte. A propos des projets de désarmement qui ressortent des conversations entre MM. Gorbatchev et Bush, je pense que ce n'est pas le moment de quitter la rampe. La CSCE est un instrument très important dans le rapprochement des Européens au moment où tombent les murs et où les frontières, désormais, peuvent être aisément traversées, facilitant les rencontres, les échanges, les dialogues. C'est vrai que la CSCE repose sur les définitions d'Helsinki qu'a rappelées tout à l'heure le Président Gorbatchev, à savoir : l'inviolabilité des frontières, ce qui veut dire que l'on ne peut pas toucher aux frontières comme cela. C'est la moindre des choses. Si on veut préserver les chances de la paix, d'abord dans les esprits, et le cas échéant sur le terrain, c'est normal que l'on y tienne. Est-ce que pour autant on va définir un ordre éternel ? Tous ceux qui en ont rêvé se sont toujours trompés. Il y a les réalités populaires. Mais chaque chose en son temps. On verra bien quelles seront les évolutions quand on aura bien remis sur la carte européenne les choses en place sous les poussées populaires qui se produisent aujourd'hui et en raison aussi des bonnes relations qui s'établissent entre l'Est et l'Ouest. Si les blocs ne sont pas forcément souhaitables, les alliances paraissent nécessaires. Il n'empêche qu'aujourd'hui on ne se parle pas simplement en comptant des fusées ou des canons. On cherche même à en diminuer le nombre. Continuons sur cette lancée et abordons ces problèmes avec nos amis allemands dans la clarté et dans la confiance. Voilà, il faut respecter l'ordre des facteurs.\

M. GORBATCHEV.- Je vais essayer de donner la réponse la plus proche de votre réponse puisque j'ai déjà touché à la problématique générale. Helsinki II est plus proche, après Kiev, surtout, si on parle des positions de la France et de l'Union soviétique. Avec M. le Président nous considérons, nous l'avons souligné lors de notre rencontre actuelle, que nous avons approché de la nécessité de nouvelles étapes. Nous considérons que cette rencontre est nécessaire vu les changements qui s'opèrent très vite dans le continent européen. Et puisque ces processus et ces changements profonds vont poser plusieurs questions sur la manière dont on va agir avec les institutions qui sont en place, ou avec cette question d'autres institutions en changement est posée dans le cadre de la construction de la maison commune européenne ? Ce sont plutôt des questions générales. On pourrait lors d'Helsinki II prévoir la signature d'un accord de Vienne ou d'un arrangement qui va être préparé à Vienne.

- Nous avons constaté cette éventualité lors de notre rencontre à Malte avec le Président Bush et nous avons également souligné cette cohésion de points de vue avec le Président Mitterrand. Eh bien, comme il est question des états comme la France et l'Union soviétique après avoir précisé, non seulement notre approche commune qui coïncide vraiment mais la volonté d'agir en ce sens ensemble, nous pouvons dire je crois qu'Helsinki II est plus près de nous. A combien, à six mois, à deux, quel est le délai ? Cela est une autre question.\

LE PRESIDENT.- Je voudrais ajouter un mot. D'abord il faut tout de même que l'éclairage de ces questions et de ces réponses soit précisé. Beaucoup de ces questions tournent autour du plan

proposé par le Chancelier Kohl, même si cela n'a pas été dit. Mais, le Chancelier Kohl a tenu à dire, il me l'a dit comme il l'a dit à d'autres, que ces propositions n'étaient pas assorties d'un calendrier, de telle sorte qu'il n'avait pas à fixer des étapes. Il n'avait pas bousculé comme on peut le croire la situation.

- Deuxièmement, l'agence APN soviétique me demande : est-ce que la proposition de convoquer la réunion au sommet entre les trente-cinq `pays de la CSCE` en 1990 se présente sous un jour plus concret après les entretiens de Kiev ? Je ne peux pas engager les 34 autres pays, et en tout cas les 33 qui ne sont pas présents ici. Ce n'est pas M. Gorbatchev et moi qui allons décider pour les autres mais, s'il s'agit de notre responsabilité, je pense que M. Gorbatchev l'ayant proposé, la réponse doit être concrète. Sa réponse l'est. Quant à la mienne je dis "oui". Si cette réunion peut se tenir en 1990 ce sera bien.\

QUESTION.- Agence TASS. Tout récemment, monsieur le Président vous avez proposé de convoquer à Strasbourg la réunion de la Communauté afin d'envisager ensemble les possibilités éventuelles de la coordination des efforts avec les pays de l'Est, y compris l'Union soviétique. De quelle manière voyez-vous la réalisation concrète de cette interaction ?

- LE PRESIDENT.- Vous me faites parler au nom de la Communauté. J'en exerce encore la Présidence pour trois semaines. Je suis convaincu, je le dirai ensuite au nom de la France, que les évolutions de l'Est doivent entraîner parallèlement un mouvement de l'Ouest, à la fois vers la compréhension de l'Est et aussi, forcément, vers un remplacement de sa propre structure. Donc, je tiens à préciser ces choses. Pour la relation entre l'Est et l'Ouest à Strasbourg, il existe déjà beaucoup de peuples qui se rencontrent à Strasbourg, il y en a douze au titre de la Communauté il y en a 23 au titre du Conseil de l'Europe, pourquoi est-ce qu'il n'y en aurait pas beaucoup plus à quelque titre que ce soit, dans des conférences de travail entre tous les pays de l'Est et de l'Ouest ? Je le souhaite vivement. D'ailleurs un accord vient d'être accepté sous la Présidence française entre M. Chevardnadzé et M. Dumas agissant comme Président du Conseil des ministres de la Communauté, entre la Communauté et l'Union soviétique. Sans oublier le projet de Banque européenne de développement que j'ai proposé lors de la Conférence européenne du 18 novembre à Paris et qui sera soumis d'une façon précise et détaillée après demain à Strasbourg à l'ensemble des pays du Conseil européen avec de fortes chances, selon mon pronostic, de réussite qui suppose, non seulement la participation des douze pays de la Communauté, mais aussi la participation des pays qui seraient amenés à contracter, dans le cadre de cette banque, ce qui veut dire en l'occurrence que ces pays ne seront pas l'objet de décisions qui leur seront étrangères, ils y prendront part. Si l'Union soviétique accepte ce processus, elle prendra part à la décision comme tout autre pays. C'est ouvert aussi au-delà de la Communauté, à tous les pays qui le désireront. C'est pourquoi il n'était pas raisonnable d'étendre les pouvoirs de la Banque européenne d'investissement qui était limitée dans ses propres statuts aux douze pays de la Communauté.\

QUESTION.- Nouvelles de l'Ukraine. Est-ce que les changements historiques entre la France et l'Ukraine sont l'unique raison pour laquelle Kiev est devenu le lieu de votre rencontre ? Ou bien ce choix prouve que le rôle de l'Ukraine dans le processus européen va être augmenté, accru ?

- M. GORBATCHEV.- Vous avez, peut-être, la possibilité de voir à quel point les journées politiques de ces derniers temps étaient vraiment saturées. Il y a eu des visites, des voyages officiels, vous avez vu qu'on a eu à se rencontrer à Malte avec le Président Bush. Lors de notre entretien, par téléphone, avec M. Mitterrand, nous sommes convenus de nous rencontrer à mi-chemin et c'est moi qui ai proposé à M. le Président de choisir une ville qu'il aimerait visiter. La ville de son choix fut Kiev. Son intérêt, nous l'avons appris avec plaisir et ceci a été également acclamé appuyé par le peuple de l'Ukraine.

- LE PRESIDENT.- Ce sont des éléments purement sentimentaux. Un peu d'attendrissement pour le souvenir d'Anne de Kiev, fille de Yaroslav le Sage, et reine de France, en qualité d'épouse du troisième Capétien Henri 1er. Il fallait s'en souvenir. C'est plutôt un souvenir touchant. Je ne sais pas à quelle époque a régné Henri 1er, cela doit se situer dans les années 1030 - 1040. Qu'il ait cherché et trouvé femme à Kiev, il faut dire qu'il avait à faire à un puissant seigneur puisque ce

seigneur Yaroslav, très sage, a marié toutes ses filles à des rois, par-ci par-là, en Europe. C'était alors une maison commune à l'époque, c'était la maison des Yaroslav... ! Vous me pardonnerez cet attendrissement mais cela s'est passé comme on vient de le dire. Le Président Gorbatchev m'a demandé "où est-ce que vous souhaitez venir ?" Il y a longtemps que je souhaitais venir à Kiev en raison précisément, de son rôle dans l'histoire de l'Europe et dans l'histoire de la Russie puis de l'Union soviétique. C'est la capitale d'un grand peuple dans un grand pays à l'intérieur d'un plus vaste ensemble. C'est flatteur pour nous d'être ici et j'y ai grand plaisir. Il n'y a pas d'autres explications. Il n'y avait pas d'arrière pensées politiques. Nous sommes les hôtes de M. Gorbatchev à Kiev et bien entendu, en même temps, des autorités ukrainiennes. Je crois que cela se suffit à soi-même.\

QUESTION.- Monsieur le Président cela fait plusieurs mois que vous avez visité la Tchécoslovaquie, j'aimerais savoir si à l'époque, vous auriez pu imaginer les changements qui se sont produits depuis votre visite et comment voyez-vous ces changements dans le contexte européen aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas me poser en devin qui pressent toutes les évolutions et surtout leur rapidité. Mais enfin, je ne livrerai pas un grand secret, en disant qu'à mon retour de Prague, j'avais dit à mes compagnons de voyage : "ça ne va pas durer". Je ne sais pas pourquoi j'ai dit cela ! Et donc, dans l'ensemble, ce diagnostic s'est révélé juste. Il ne fallait pas être bien malin pour s'en rendre compte.

- Cela étant dit, vous me demandez de prévoir la suite. Eh bien je pense que la suite devrait rester dans la logique d'une évolution qui se situe vers une plus grande démocratisation, une aspiration vers la liberté. Dans le cadre de quel système ? Il est vraisemblable que le débat s'organisera entre les Tchécoslovaques. Il y a beaucoup de gens qui seront certainement attachés à un système qui a fait leur histoire de ce dernier demi siècle et il est vraisemblable qu'il y en a d'autres qui pensent autrement. Quels soubresauts ? Qui pourrait le dire sur la distance ? La Tchécoslovaquie va vers une forme de liberté intérieure et d'expression démocratique, et je m'en réjouis.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez de parler de soubresauts à l'Est. On aperçoit que, tous les jours, il se déroule des choses absolument imprévisibles en Allemagne de l'Est notamment. Est-ce que votre voyage reste prévu aux dates que vous avez annoncées et je voudrais demander au Président Gorbatchev si l'Union soviétique peut accepter des bouleversements avec des conséquences extraordinaires en Allemagne de l'Est.

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui me concerne, j'estime que le mot soubresaut ne s'applique pas à la période actuelle, car cela va toujours dans le même sens. Il y aurait soubresaut s'il y avait dans tel ou tel pays des tentatives pour arrêter ce mouvement. Je ne saurais préjuger cette situation. Mais cette évolution semble-t-il contagieuse, ne pose pas de problème de caractère européen puisque ces mouvements s'exercent à l'intérieur d'Etats souverains et en dehors de toute ingérence étrangère. Donc nous sommes spectateurs, intéressés, passionnés, mais aussi profonds que soient ces bouleversements, l'équilibre de l'Europe n'en est pas affecté.\

M. GORBATCHEV.- Quant à la question sur l'Allemagne j'aimerais y répondre ainsi : tout ce qui se passe actuellement dans cette partie de l'Europe est tout à fait naturel puisque ceci a été préparé par le cours des choses. Mais là également plusieurs choses dépendent de plusieurs conditions. Avant tout, ceci est lié au fait suivant : si c'est à temps où pas à temps que les structures politiques ont su réagir aux problèmes venus à maturité. En Union soviétique nous avons une grande expérience en ce sens. Là où nous sommes en retard, où nous n'arrivons pas à voir à temps ces problèmes qui viennent à maturité, lorsque nous ne proposons pas de solution adéquate politique, là évidemment, le processus devient malsain et douloureux et parfois cela s'accompagne d'émotions et de formes aiguës. Quand on parle de la RDA, il faut avoir en vue ceci : c'est un des Etats de l'Europe orientale où, dans les années d'après-guerre, on a fait un travail volumineux. Ce pays ne possède pas beaucoup de ressources. Dans le cadre de ce pays, les paysans, les intellectuels, les ouvriers ont su, le peuple allemand en général, ont su atteindre des niveaux impressionnants, c'est-à-dire que la RDA entre dans la première dizaine des pays industriels

industriels.

- Ceci démontre parfaitement bien les possibilités et les potentialités du système qui a fonctionné. Mais à d'autres points de vue, il y a une chose très périlleuse lorsque l'on s'attache aux formes rigides sans faire attention aux changements qui s'imposent, notamment dans le cadre des changements sociaux et dans ce cas précis, je crois et j'espère que l'on va me comprendre d'une bonne façon. Moi, je m'exprime personnellement. Je ne veux pas résoudre le problème pour le peuple allemand, je veux préciser que cela rentre dans la compétence des gestionnaires et des responsables politiques de ce pays mais on peut étudier le problème, on l'étudie de près, on s'y intéresse, on s'y passionne quand on parle de la RDA. Nous parlons de nos amis avec qui on a fait un grand parcours ensemble. On a une coopération très étroite et je crois que ce qui a été fait dans le cadre de ce pays est évidemment considéré comme une bonne coopération et nous leur souhaitons la possibilité de nouvelles percées vers de nouveaux niveaux.

- Ceci nous donne également la possibilité de donner plus de précisions qu'en a donné M. le Président. On a peut-être vraiment perdu du temps. Il aurait fallu depuis longtemps peut-être réagir à ce qui frappait à la porte. Maintenant, ceci a eu lieu. Les changements sont devenus qualitatifs : la quantité a été saturée. On peut souhaiter du succès au peuple de la RDA dans la solution des problèmes qui s'imposent, qui sont posés par le temps et ils sont attelés vraiment - les Allemands - à ces transformations.\

QUESTION.- Monsieur Gorbatchev, comment l'URSS accueille-t-elle le projet de banque pour l'Europe de l'Est et serait-elle éventuellement prête à y participer ?

- M. GORBATCHEV.- Nous avons débattu ce thème ensemble avec M. le Président. M. le Président en son temps nous a informés de cette idée. En principe, au sein de notre gouvernement, nous adoptons une approche positive envers cette idée. J'ai dit déjà à M. le Président aujourd'hui, que ceci est l'un des instruments pour l'unification de l'Europe commune, peut-être que c'est un instrument pour la construction de cette maison européenne commune. Nous avons besoin de nouveaux mécanismes afin de rendre service, de servir cette construction de la maison européenne commune. Mais il est tout à fait naturel qu'en Union soviétique nous devons avoir des points concrets, des éléments concrets afin d'approfondir et d'élargir cet échange d'opinion.\

LE PRESIDENT.- Je crois qu'on a tout dit sur des sujets qui nous ont été posés. Nous ne sommes pas venus, M. Gorbatchev et moi, ce soir pour rebâtir l'univers. Enfin sur les sujets qui nous préoccupent, qui nous prennent vraiment à la gorge, on a dit ce que l'on avait à dire. Je crois qu'il faut se garder de tout ce qui pourrait envenimer une situation fort complexe. C'est ce que je me suis efforcé de faire en parlant clairement. Moi je fais confiance aux dirigeants allemands et faire confiance, cela veut dire parler en vérité, faire connaître les positions et les réactions des uns et des autres, afin de mettre en oeuvre une politique commune dont nous avons le plus grand besoin.

- Merci, et surtout merci naturellement au Président Gorbatchev comme aux personnalités de ce pays qui nous ont permis cet échange de vue.\